



C E T R I

ANALYSE 2016
29 janvier

Centre tricontinental

AMERIQUE LATINE, REEMPLACER LE FUTUR PAR LE PASSE ?

Christophe Ventura

La question est posée et fait déjà couler beaucoup d'encre : assistons-nous à la fin d'un cycle en Amérique latine ? ¹

Incontestablement, les mauvaises nouvelles s'amoncellent sur le sous-continent. Elles sont d'abord d'ordre économique. Le ralentissement durable de l'économie mondiale maltraite de diverses façons les pays de la région. Ceux du Cône Sud, largement dépendants de l'exploitation et de l'exportation de leurs ressources naturelles vers les marchés mondiaux sont particulièrement affectés par la stagnation des économies européennes et, surtout, la nette décélération de la croissance de la Chine (second partenaire commercial de l'Amérique latine) et des pays émergents. Ceux d'Amérique centrale (auxquels nous ajouterons le Mexique) bénéficient plus sensiblement de la reprise confirmée de l'économie des Etats-Unis. En effet, leurs économies productrices de matières premières et de biens intermédiaires demeurent largement arrimées aux chaînes de valeurs globales des entreprises transnationales de la première puissance mondiale.

Ces tendances rappellent la persistance des fragilités du modèle de développement économique latino-américain. Essentiellement basé sur l'extractivisme, il est devenu, une décennie après l'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes, plus primarisé que jamais et reste fondamentalement tributaire des marchés et des capitaux internationaux, fussent-ils occidentaux ou chinois.

Les économies latino-américaines plongent à mesure que se prononce la chute des cours des matières premières (près de 32 % en moyenne depuis 2012, 44 % pour le pétrole rien qu'en 2015, près de 50 % pour le gaz naturel, 30 % pour les métaux, 17 % pour les aliments, 16 % pour le soja, etc.²) et que la faiblesse structurelle de la demande intérieure régionale interdit la compensation des effets des chocs globaux.

Enfin, les annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) relatives à la hausse de ses taux d'intérêts³ affolent les banques centrales et les gouvernements latino-américains. Ces derniers se préparent, médusés, à subir la dépréciation de leurs monnaies, une fuite de capitaux vers l'économie américaine et une nouvelle poussée d'inflation importée.

Depuis 2013, la région traverse ainsi une crise économique qui s'approfondit. Ses conséquences sociales sont désormais palpables. Pour la première fois en 2014, la pauvreté n'a pas baissé dans la région tandis que l'indigence a même augmenté. En 2015, l'Amérique latine aura connu sa plus faible croissance depuis 2009 (-0,4 %). L'Argentine, le Brésil – première puissance régionale – et le

¹ Lire le dossier proposé par Le Monde diplomatique dans son numéro de janvier 2016 intitulé « Amérique latine, pourquoi la gauche est-elle en panne ? ». Lire également sur le site de la revue ContreTemps, Franck Gaudichaud, « Fin de cycle en Amérique du Sud ? Mouvements populaires, gouvernements "progressistes" et alternatives écosocialistes » et Massimo Modonesi « Fin de l'hégémonie progressiste et tournant régressif en Amérique latine » (décembre 2015).

² Chiffres fournis par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

³ Le 16 décembre 2015, l'institution a relevé, pour la première fois depuis près de dix ans, ses taux d'un quart de point. Selon Le Monde, « les taux qui vont osciller désormais dans une fourchette de 0,25 % à 0,50 %, devraient poursuivre leur ascension à raison d'un point de pourcentage par an, ce qui devrait les conduire à un niveau de 3,3 % d'ici 2019. » (16/12/2015).

Venezuela sont les pays les plus touchés⁴.

Les poussées inflationnistes, le retour du chômage dans plusieurs pays, la multiplication des scandales de corruption s'ajoutent à cette crise pour délégitimer les gouvernements et les classes politiques, notamment ceux issus de la vague « progressiste » des années 2000. Ces derniers n'ont pas endigué ces phénomènes, ni modifié les structures économiques. Désormais, financer des politiques sociales en faveur de l'inclusion des secteurs les plus fragiles de la société et développer, dans le même temps, des politiques publiques⁵ à destination des nouvelles classes consommatrices qui ont bénéficié de leur action ces dernières années devient, pour tous les gouvernements, un casse-tête insurmontable.

En Argentine et au Brésil, ces gouvernements gèrent la fin d'un pacte objectif scellé dans les années 2000 – pendant les années d'abondance – avec des secteurs de la bourgeoisie locale. Ces derniers tiraient généreusement profit du « boom » des exportations, notamment vers la Chine, tout en acceptant qu'une part des revenus de la rente fasse l'objet d'une redistribution sociale élargie, elle-même génératrice d'une augmentation des revenus disponibles pour la consommation intérieure.

Avec la crise et l'essoufflement des rendements économiques et financiers, ces secteurs considèrent que pour retrouver des marges de manœuvre, il convient désormais de délaisser le modèle antérieur et de relâcher l'axe prioritaire Sud/Sud (notamment avec la Chine). Ils prônent dorénavant pour leurs pays une (ré)insertion plus marquée aux courants dominants du libre-échange et de la finance internationale, auprès des Etats-Unis et de l'UE notamment, et en misant sur les négociations d'accords commerciaux bi-nationaux, bi-régionaux ou « méga-régionaux »⁶.

Le nouveau président de droite argentin Mauricio Macri, soutenu par le ministre des affaires étrangères de l'Uruguay Rodolfo Nin Novoa – dont le pays entame la présidence pro-tempore du Marché commun du Sud (Mercosur) pour le premier semestre 2016 –, est porteur de cette orientation⁷. Ainsi, M. Macri souhaite rapprocher le premier bloc commercial latino-américain de la libérale Alliance du Pacifique dont les membres (Chili, Colombie, Mexique, Pérou) sont les principaux partenaires des Etats-Unis dans la région. Le Brésil, enlisé, hésite.

Une nouvelle page s'écrit en Amérique latine. Sur fond de crise économique, les gouvernements progressistes, au pouvoir depuis dix ou quinze ans, entrent dans un cycle de contre-performances électorales, tandis que les mouvements populaires qui les ont souvent portés au pouvoir se divisent sur la question de leur rapport avec eux (entre secteurs critiques des politiques extractivistes ou néo-développementalistes et secteurs syndicaux, politiques qui maintiennent leur soutien).

Par ailleurs, l'articulation entre ces différents acteurs a perdu de son dynamisme à mesure que les composantes gouvernementales des processus étaient absorbées par la gestion courante des institutions et des campagnes électorales d'une part, et que, d'autre part, nombre de cadres des formations politiques et de mouvements sociaux s'intégraient aux rouages de l'Etat d'où ils observaient la réalisation des exigences sociales les plus immédiates.

Dans ces conditions, les oppositions politiques de centre-droit et de droite ont compris qu'elles bénéficiaient d'une configuration plus favorable à leur retour au pouvoir. Plus que jamais soutenues par de puissants intérêts médiatiques, économiques et politiques dans leur pays, la région, les Etats-Unis et l'Union européenne, elles sont alors repassées à l'offensive. Dans les phases électorales, les secteurs les plus intelligents de la droite – opposés à d'autres plus radicaux et violents – ont su modérer leur stratégie, leurs discours et leurs programmes, afin de tenir compte des réalités sociologiques, ainsi que du niveau d'ancrage et d'organisation des pouvoirs populaires (syndicats, mouvements sociaux, partis, etc.).

En résumé, ils ont pris acte du rapport de forces dans la société, de l'hégémonie culturelle, sociologique et sociale de leurs adversaires et misé sur le fait que la composante politique et étatique de ces processus pouvait dorénavant constituer leur talon d'Achille.

S'inspirant même de la culture, des codes et des pratiques du mouvement social propres à leurs

4 Le Brésil et le Venezuela traversent en effet une forte récession (- 3,5 % pour le premier et - 7,1% pour le second).

5 Dans les domaines des infrastructures, de l'accès au crédit et à la mobilité, etc.

6 Partenariat transpacifique, accord de libre-échange avec l'Union européenne, Accord sur le commerce des services (TISA), etc.

7 Comme l'ont indiqué ses différentes déclarations lors du 49e Sommet du bloc à Asunción au Paraguay (21 décembre 2015).

adversaires – en gagnant la rue contre la gauche, en suscitant leurs propres mouvements sociaux revendicatifs sur les questions de corruption, de gestion du pouvoir et de la démocratie –, ces droites ont progressivement peaufiné un discours axé autour du thème du « changement » dans la continuité. Et aux héritiers des droites antidémocratiques latino-américaines de prêter serment en faveur de la conservation des acquis sociaux et démocratiques des gouvernements progressistes. Mais sur un mode nouveau.

Nouvelles têtes, nouvelle « gestion » promise, « mieux », plus « propre », plus « sûr », plus « uni » plus « démocratique », plus « ouvert et flexible ». Voici le marketing politique des forces de la restauration libérale et du réaligement avec Washington et, secondairement, l'UE en Amérique latine.

Une jeune et emblématique dirigeante de cette nouvelle génération a donné le « La » le soir même de son élection inattendue à la tête de la puissante province de Buenos Aires en Argentine contre l'expérimenté bras droit de l'ancienne présidente Cristina Kirchner, Aníbal Fernández⁸. Dans un lapsus linguæ à la puissance de vérité incomparable, María Eugenia Vidal, membre de la coalition de droite « Cambiemos » dirigée par Mauricio Macri (alors en chemin vers le second tour de l'élection présidentielle), déclarait le 25 octobre 2015⁹ dans l'euphorie de sa victoire : « Aujourd'hui, nous remplaçons le futur par le passé » (« Hoy, cambiamos futuro por pasado »). La dirigeante, plantée face à son auditoire abasourdi par une telle maladresse, dû se reprendre instamment et corriger : « ... le passé par le futur ! » (« Hoy, cambiamos pasado por futuro »)¹⁰.

Et pourtant, il s'agit bien du projet réel, historique en tendance, des droites. Sur fond d'affaiblissement économique, d'usure du pouvoir, de désaffiliation électorale au sein des camps progressistes¹¹, ces forces remportent désormais des batailles au cœur des moteurs sud-américains.

Dans le même temps, rarement les gouvernements post-néolibéraux, notamment celui du Venezuela, ont dû faire face à autant de pressions, d'initiatives de disqualification et d'entreprises de déstabilisation que lors des deux dernières années. Partout, les oppositions ont utilisé sur le terrain trois leviers pour les harceler : la rue, les médias et les appareils judiciaires (souvent en faveur, directement ou naturellement, de leurs intérêts)¹². Au Venezuela, où la situation de polarisation politique et sociale est la plus exacerbée, elles ont développé une stratégie de la tension en 2014, accompagnée d'actions violentes et de guerre économique.

Argentine, Brésil, Venezuela. Les trois puissances régionales qui avaient favorisé la vague progressiste dans toute la région sont désormais celles par lesquelles s'insinue le reflux. Mais dans quelles conditions et avec quelles perspectives ?

L'élection de Mauricio Macri en Argentine a matérialisé la nouvelle situation. Cependant, la configuration qui se dessine révèle de nouvelles incertitudes. En effet, ici comme ailleurs, les partis de centre-droit et de droite ne semblent pas en mesure de remporter des victoires totales, ni même peut-être durables.

Toujours associées aux effondrements des années 1990, elles ne sont pas plébiscitées, ne suscitant pas de vote d'adhésion franc. Ainsi, en Argentine, la Chambre des députés et le Sénat restent dominés par les forces « kirchnéristes », tout comme de nombreuses provinces du pays. Au Venezuela, la « cohabitation » fonctionne de manière inversée : l'Assemblée nationale dispose d'une nouvelle majorité, tandis que le pouvoir exécutif reste chaviste, comme de nombreux Etats et une majorité de villes¹³. Au Brésil, c'est l'ensemble de la classe politique, qu'elle soit associée à la majorité ou à l'opposition, qui est rejetée par la population. Le système politique de la première puissance régionale traverse une crise structurelle qui dépasse celle du Parti des travailleurs.

Le nouveau panorama se révèle complexe, inédit et non homogène. Les performances économiques des années 2000 et 2010 sont épuisées. Des blocs politiques et sociaux rivaux se font face dans les

8 Jusque là, cette province stratégique était dirigée par le candidat péroniste qui allait être défait quelques semaines plus tard à l'élection présidentielle (22 novembre 2015), Daniel Scioli.

9 Soir du premier tour de l'élection présidentielle et des résultats définitifs des élections législatives, sénatoriales et des gouverneurs.

10 Propos disponibles sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=VfGwBH2enEw>

11 En Argentine ou au Venezuela, les candidats « officialistes » ont d'abord subi l'éparpillement (en Argentine vers le candidat dissident du péronisme Sergio Massa au premier tour de l'élection présidentielle) et l'absention massive (Venezuela) dans leur propre famille plutôt qu'un vote d'adhésion à la droite.

12 Sur ce sujet, lire « La faute de Barack Obama en Amérique latine », Mémoire des luttes, mars 2015.

13 Sur la situation spécifique du Venezuela, lire Ignacio Ramonet, « Le Venezuela en incandescence », Mémoire des luttes.

institutions et la société. Dans ces conditions, chaque scénario s'écrira selon les spécificités des conjonctures nationales (politique, sociale, judiciaire, médiatique) et un calendrier électoral régional qui s'étale jusqu'à la fin de la décennie en cours.

L'instabilité et la conflictualité permanentes pourraient caractériser ce nouveau cycle dans plusieurs pays clés (Venezuela, Brésil).

Faut-il alors officialiser la fin du cycle ouvert au début des années 2000 en Amérique latine ? Il est trop tôt pour l'affirmer mais il semble néanmoins acquis qu'une nouvelle séquence s'ouvre dans la région, caractérisée par la fin de l'hégémonie des forces organisées de gauche et, surtout, celle de la « magie » latino-américaine qui a offert un récit singulier sur la scène mondiale au commencement du 21^e siècle.

Dans cette nouvelle époque plus « normalisée » qui s'ouvre, les forces progressistes et la gauche conserveront des bases socio-politiques et institutionnelles fortes dans les sociétés. Le renforcement des droites est rendu possible par l'affaiblissement des gouvernements et par leur engagement aussi momentané que contraint à offrir des garanties quant aux « acquis ». Parfois divisées au-delà de leur association contre les gouvernements progressistes, il leur sera difficile de gouverner frontalement et d'imposer leur agenda néolibéral à des processus enracinés et sociologiquement majoritaires.

Le remugle libéral se répand d'ores et déjà. Les annonces de dévaluation en Argentine avec perte de pouvoir d'achat pour la population, de mesures d'austérité et de « détricotage » de plusieurs lois de protections sociales et du droit du travail dans les trois pays se succèdent¹⁴. Pourtant, la droite et ses alliés ne pourront pas, d'emblée, actionner leur rouleau compresseur dans des sociétés qui n'ont jamais été aussi organisées sur le plan de la combativité sociale¹⁵ et éduquées et vivantes en matière de participation démocratique.

Après quinze ans d'expériences progressistes, les sociétés latino-américaines ont passé des seuils normatifs en matière d'avancées civiques, politiques, culturelles et sociales. Ces sociétés ont changé, pour longtemps. Le précédent Sebastián Piñera au Chili est là pour le rappeler. C'est devant la puissance des mouvements étudiants opposés à son plan de privatisation de l'université que le président de droite a préparé la défaite de son camp en 2014, laissant place au retour du gouvernement de centre-gauche (plus à gauche) de Michelle Bachelet.

Pour ces mêmes raisons, les gouvernements progressistes s'éloigneront de leurs bases populaires chaque fois que leurs choix économiques s'aligneront sur ceux d'un recentrage austéritaire et atlantiste. Dans ces conditions, la multiplication de tensions sociales pourrait alors déboucher sur l'augmentation des contestations contre les gouvernements en place, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Donner priorité au développement d'un marché intérieur latino-américain, capable de renforcer l'autonomisation de la région face à ses multiples dépendances, constituerait une piste pour s'échapper de l'enclos dans lequel sont enfermés les gouvernements et les pays de la région. Mais un tel projet, nécessairement de long terme et qui ne répond pas à la demande de résolution des urgences actuelles, exigerait des pays du sous-continent qu'ils s'unissent pour mettre en place de chaînes de valeurs productives et complémentaires au service d'un autre modèle de développement. Or, la perspective d'un approfondissement de l'intégration politique de la région semble aujourd'hui plus incertaine.

Les processus de transformation en Amérique latine traversent une crise qui exige pour sa résolution trois dynamiques combinées : une rénovation des projets et des pratiques, une remobilisation populaire sans laquelle rien ne pourra advenir, un cap géoéconomique pour la région.

La nouvelle dynamique des droites se déploie quant à elle dans une configuration qui la contient pour le moment. Et ce, d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte international qui va continuer à se détériorer et que les alliés traditionnels des droites latino-américaines dans le monde sont affaiblis, affectés par un déclin relatif d'hégémonie.

L'avenir de l'Amérique latine paraît plus indécis et ouvert que jamais.

14 Sur le cas argentin, lire Claudio Katz, « La "CEOcracia" en acción », 26/12/2015. Sur le Venezuela, lire Romain Migus, « La oposición es la única esperanza para el pueblo », Telesur, 11/12/2015.

15 Lire, sur le cas de l'Uruguay, Christophe Ventura, « Au pays des conquêtes syndicales », Le Monde diplomatique, octobre 2015.

Christophe Ventura est journaliste à Mémoire des luttes, chercheur-associé à l'IRIS, spécialiste de l'Amérique latine.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69

cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

